



Le 25 septembre 2021, en Convention Nationale à la bourse du travail à Paris, nous étions réunis psychologues, psychanalystes, psychiatres, orthophonistes, infirmières, médecins, psychomotriciens, éducateurs, enseignants chercheurs, travailleurs sociaux, syndicalistes... venus de nombreuses régions.

18 intervenants, au nom de collectifs, de syndicats, d'organisations professionnelles, ont pris la parole et les participants ont ensuite débattu.

Avec des nuances d'appréciation, en mettant plus ou moins en avant des revendications spécifiques à leurs métiers, tous ont fait le même constat.

La politique mise en œuvre par le gouvernement, non seulement ne répond en rien aux besoins vitaux du service public de santé, mais plus encore, a pour résultat et pour finalité, la fermeture de nos établissements de soins.

Ceux-ci sont remplacés par des plateformes, des équipes mobiles, ou pas remplacés du tout.

Des milliers de lits d'hôpitaux sont régulièrement supprimés, (5700 en 2020 en pleine pandémie), quand ce ne sont pas des services et des hôpitaux entiers qui sont fermés.

Nous n'acceptons pas que cette politique de mise en pièces du service public de santé et du secteur médico-social se poursuive et aille jusqu'à leur disparition.

Nous n'acceptons pas que la sécurité sociale, formidable conquête sociale et démocratique, qui permet à tous de se soigner, soit privée de ses moyens financiers en raison des multiples exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises.

La succession infernale des contre-réformes (T2A, arrêtés, décrets, ordonnances...) du gouvernement et de ceux qui l'ont précédé, détruit les moyens et la qualité des soins.

Les listes d'attente ne cessent d'augmenter, alors que les professionnels de santé sont soumis à des diktats de "bonnes pratiques" au mépris de la pluralité des approches thérapeutiques qui ont fait leur preuve et de la complexité de l'humain.

Toutes les catégories professionnelles de nos secteurs n'en peuvent plus du blocage des salaires et de la surcharge de travail !

Alors, pour faire barrage à cette politique d'austérité et arrêter ce rouleau compresseur autoritaire, dépourvu d'humanité,

- pour l'arrêt immédiat des fermetures de lits, d'établissements du médico-social, d'hôpitaux
- pour la réouverture de ceux qui sont fermés, pour la création de places d'accueil et des embauches pérennes nécessaires
- pour l'augmentation générale des salaires et la satisfaction de toutes les revendications,

nous décidons, sans nous opposer à aucune autre initiative, de renforcer la mobilisation dans nos établissements, dans nos régions, pour organiser le **18 novembre 2021, une manifestation nationale massive à Paris, au ministère de la santé, là où ça se décide.**

Contact : collectif.ms.grandest@gmail.com